

# NOUVELLI

## Espagne

### Les universitaires manifestent leur inquiétude devant le projet de réforme de la carrière administrative

(De notre correspondant particulier.)

Madrid, 4 décembre. — M. Rodolfo Martín Villa, chef national du S.E.U. (syndicat qui groupe tous les universitaires espagnols), a adressé une lettre au ministre, sous-secrétaire de la présidence du gouvernement, afin de lui faire part de la « grande inquiétude » qui existe chez les étudiants devant un projet de réforme du corps technique des fonctionnaires de l'administration.

« Pour entrer dans ce corps des fonctionnaires il fallait jusqu'à présent passer un concours pour lequel on exigeait un titre universitaire. Avec la réforme prévue, quelque quatre mille personnes entreraient dans l'administration technique sans avoir passé ce concours. Dans les milieux universitaires on dit que le gouvernement veut ainsi éliminer une opposition à la croissance économique et réduire leur nombre en appliquant d'un seul coup de la sélection à l'Espagne. Les étudiants estiment qu'en ce qui pendant les dix années à venir, plus aucun concours ne serait organisé, ce qui aggraverait encore le manque de débouchés pour les diplômés de droit et de sciences politiques. Selon le journal catholique *Ya*, 35 % des licenciés en droit sont sans travail et 45 % sont sous-employés.

Le projet de réforme a provoqué la semaine dernière une grève de vingt-quatre heures dans les facultés de droit et de sciences politiques et économiques de Madrid. La grève s'est déroulée sans incident, mais il existe un certain malaise à l'université. Le délégué du S.E.U. de la faculté de droit a été démis de ses fonctions à cause de cette grève. Une conférence que le romancier Armando Lopez Salinas devait prononcer à la faculté de droit a été interdite, et le séminaire du professeur Aranguren, de la faculté de lettres, a dû suspendre son activité. MM. Lopez Salinas et Aranguren, essayistes catholiques, figurent parmi les signataires des deux lettres adressées au ministre de l'information, M. Fraga Iribarne, à propos des sévices qui auraient été exercés par la garde civile sur des auteurs asturiens.

Selon un fonctionnaire de l'université, les mesures adoptées contre ces deux intellectuels sont dues au fait que tous deux « se livraient à une activité culturelle de caractère subversif ».

### Fermeture des locaux de l'Onnium culturel catalan

(De notre correspondant particulier.)

Madrid, 3 décembre. — Sur l'ordre du gouverneur civil de Barcelone, la police a fermé les locaux de l'Onnium culturel, association dont le but est la protection et la diffusion de la culture catalane. L'association était soupçonnée de se livrer à des activités hitlériennes. La police a opéré une perquisition, qui a duré trois heures et emporté des dossiers et la correspondance que le comité culturel entretenait avec les pays étrangers et la colonie catalane de Madagascar.

L'Onnium culturel est d'après les renseignements de Barcelone, l'unique association privée destinée au développement de la culture catalane qui ne soit pas sous la protection de l'Eglise catholique et qui n'ait pas un caractère clandestin.

Elle groupe l'Institut d'études catalanes, le Groupement dramatique de Barcelone, le Ballet populaire de Barcelone, le secrétariat des traductions catalanes et le service de la langue catalane. L'association a un patrimoine de 30 millions d'une valeur totale de 300 000 pesetas et des œuvres écrites en langue catalane.

L'association est présidée par M. Felix Millet y Maristany (président de la Compagnie hispano-américaine d'assurances et d'autres importantes entreprises industrielles de Barcelone), et elle est composée d'industriels, d'hommes d'affaires, de médecins et d'avocats.